

## Nouvelles locales du vendredi 9 janvier 2015

@rib News, 09/01/2015 ĩ SĂ©curitĂ© - Alors qu'un rapport non encore publiĂ© des experts des Nations Unies vient d'accuser certains hauts gradĂ©s du service national des renseignements (comme le GĂ©nĂ©ral Adolphe Nshimirimana et le nommĂ© Kazungu) d'avoir entraĂ©nĂ© des jeunes Imbonerakure dans des exercices para militaires dans l'Est du Congo en 2014, le secrĂ©taire gĂ©nĂ©ral et porte-parole du gouvernement du Burundi s'insurge contre ce rapport encore confidentiel et trouve qu'il s'agit d'un rapport mensonger comme d'habitude. Philippe Nzobonariba (photo) fait savoir que le gouvernement dont il est porte-parole n'a jamais niĂ© la prĂ©sence de ses soldats sur le sol congolais mais qu'aucun Imbonerakure n'a participĂ© aux activitĂ©s de ces militaires. Il ne comprend donc pas comment ces experts ont pu confectionner un rapport aussi faux alors que mĂ©me la MONUSCO a affirmĂ© qu'il n'y a pas de civils burundais armĂ©s sur le sol congolais. [bonesha]

ĩ Politique - Les organisations de la sociĂ©tĂ© civile burundaise ont eu un entretien avec le vice-premier ministre belge et ministre des relations extĂ©rieures ce jeudi. Ils ont Ă©changĂ© sur le processus Ă©lectoral en cours au Burundi et elles ont apprĂ©ciĂ© positivement l'aide que l'Union EuropĂ©enne accorde au pays dans tous les domaines et plus particuliĂ©rement dans la prĂ©paration des Ă©lections. Mais, elles estiment que le processus Ă©lectoral est entachĂ© de pas mal d'irrĂ©gularitĂ©s qui, si elles ne sont pas corrigĂ©es, risquent de conduire vers une situation dĂ©plorabile. Elles ont ainsi demandĂ© Ă l'Union EuropĂ©enne de continuer d'appuyer le pays dans les domaines concernant directement la population, mais que pour le processus Ă©lectoral. Pourtant, elles ont estimĂ© qu'elle devrait attendre que les irrĂ©gularitĂ©s constatĂ©es lors de l'Ă©lection d'août 2015 soient corrigĂ©es pour continuer de financer le processus Ă©lectoral. De son cĂ©tĂ©, Didier Rancard a fait savoir que les observateurs de l'Union EuropĂ©enne viendront trĂ©s prochainement pour superviser le processus Ă©lectoral. Il conseille les Burundais de respecter les accords d'Arusha et la Constitution afin d'Ă©viter que la situation ne dĂ©rape pour arriver Ă conduire un processus Ă©lectoral digne de son nom. Il a aussi ajoutĂ© que la paix dans la rĂ©gion des grands lacs africains prĂ©occupe la communautĂ© internationale puis qu'elle concerne pas mal de pays. [sanganaro/rpa/bonesha/rtr]

- Le prĂ©sident du parti Uprona non reconnu par le ministĂ©re de l'IntĂ©rieur reste persuadĂ© que la Commission Electorale Nationale IndĂ©pendante (CENI) va organiser une rĂ©union d'Ă©valuation de l'opĂ©ration d'Ă©lection d'août 2015 comme demandĂ© dans une rĂ©union tenue entre tous les acteurs des Ă©lections. Selon Charles Nditije, le fait que la CENI leur a rĂ©pondu sur la lettre qui demandait cette rĂ©union en date du 6 janvier 2015 ; et qu'elle a fait savoir qu'elle y travaille d'Ă©jĂ© mais que cette date ne peut pas Ăatre retenue, montre que cette rĂ©union aura bel et bien lieu. Il estime que mĂ©me si la CENI serait en train de jouer la carte de distraction, cela va sans doute Ăveiller la conscience des autres partenaires pour qu'ils s'y penchent eux aussi et que ces irrĂ©gularitĂ©s seront corrigĂ©es.

- Le ministre de l'IntĂ©rieur constate que les deux correspondances qu'il a adressĂ©es ce jeudi au prĂ©sident du parti Uprona Zed Feruzi ne sont pas du tout contradictoires. Lors d'une confĂ©rence de presse animĂ©e ce vendredi matin, Edouard Nduwimana trouve plutĂ©t qu'il devrait en Ăatre fĂ©licitĂ© pour avoir ĂvitĂ© que des gens s'affrontent lors de la permanence nationale de ce parti. Il ajoute qu'il a pris la seconde dĂ©cision aprĂ©s que 19 des 23 membres du comitĂ© central de ce parti lui aient Ăcrit une correspondance pour lui annoncer que le processus de rĂ©unification entre les deux ailes de ce parti n'a pas ĂtĂ© convenue entre tous les membres de ce comitĂ©. Il admet que le prĂ©sident du parti Uprona Zed Feruzi reste bien Zed Feruzi mais qu'il faut que ce dernier s'entende avec son comitĂ© central pour que le processus de rĂ©unification de ce parti soit menĂ© en collaboration avec tout le monde. [sanganaro/rpa/bonesha/rtr/rtnb]

- De son cĂ©tĂ©, le prĂ©sident du parti UPD Zed Feruzi estime que la dĂ©cision de rĂ©unification de ce parti n'est pas la sienne, mais plutĂ©t celle du comitĂ© central de ce parti et des reprĂ©sentants de 14 provinces sur les 17 qui composent le pays. Zed Feruzi prĂ©cise qu'il a Ăcrit une correspondance au ministre de l'IntĂ©rieur pour lui montrer la conformitĂ© de la dĂ©cision aux statuts de ce parti et ajoute qu'il a annexĂ© sur cette correspondance la liste de 17 membres sur les 23 qui composent ce comitĂ© et qui soutiennent cette rĂ©unification. Il se dit donc persuadĂ© qu'aprĂ©s que Nduwimana aura lu tous ces documents, il va constater la lĂ©galitĂ© et la conformitĂ© de cette dĂ©cision Ă la volontĂ© des organes lĂ©gitimes du parti et que, par consĂ©quent, il va les laisser procĂ©der Ă cette rĂ©unification effective. [sanganaro/rpa/bonesha/rtr] - Lors de cette mĂ©me confĂ©rence de presse, le ministre de l'IntĂ©rieur a annoncĂ© que le congrĂ©s que le comitĂ© central du parti Uprona prĂ©pare pour dimanche le 11 janvier 2015 ne peut pas avoir lieu puisqu'il est contraire Ă la loi. Selon Nduwimana, le tiers qui a Ăcrit pour convoquer la rĂ©union est certes compĂ©tent mais Ă condition d'avoir prĂ©alablement demandĂ© au prĂ©sident du parti de le faire mais en vain. Il fait donc savoir que les membres du comitĂ© central qui ont demandĂ© la tenue de cette rĂ©union ont donc brĂ©sĂ© les Ă©tapes et ajoute qu'il va demander Ă l'administration et Ă la police de ne pas intervenir dans la tenue de ce congrĂ©s. A la question de savoir pourquoi il reconnaĂ©t le pouvoir du comitĂ© central Ă l'UPD et qu'il le reconnaĂ©t Ă l'Uprona, il rĂ©pond que les deux partis sont distincts qui n'ont pas les mĂ©mes statuts et donc que les solutions ne peuvent qu'Ăatre diffĂ©rentes. [sanganaro/rpa/bonesha/rtr/rtnb]

- Le parti Uprona aile de Charles Nditije estime que le ministre de l'IntĂ©rieur s'est trompĂ© de destinataire en interdisant la tenue du congrĂ©s de ce dimanche. Selon Taci Sibomana, ce ne sont pas lui, Jean Baptiste Manwangari et Bonaventure Gasutwa, qui ont demandĂ© que ce congrĂ©s de l'Uprona ait lieu, mais une quarantaine de membres du comitĂ© exĂ©cutif du comitĂ© central de 2009 ; soit plus de 60% alors mĂ©me que les statuts en exigent seulement 1/3 soit un peu plus de 30%. Il ajoute qu'ils se sont basĂ©s sur l'arrĂ©t de la Cour de justice de la communautĂ© est-africaine et de la Cour suprĂ©me du Burundi pour demander la tenue de ce congrĂ©s. Il prĂ©cise Ăgalement qu'ils ont choisi de convoquer le congrĂ©s conformĂ©ment aux statuts de ce parti qui, selon lui, n'exigent pas la consultation prĂ©alable du prĂ©sident du parti ; mais qu'il s'agit d'une option. RĂ©agissant sur la tenue de ce congrĂ©s, Taci Sibomana estime qu'il s'agit d'une preuve de plus que le gouvernement, via le ministre Nduwimana, est l'origine des problĂ©mes qui minent les partis politiques et, de ce fait, constitue un obstacle Ă la rĂ©unification des partis politiques divisĂ©s. Il trouve que dans le cas de l'UPD, le ministre a Ăcrit une lettre qu'il a remise par la main droite alors qu'avec la main gauche, il poussait des spĂ©culateurs.

[sanganaro/rpa/bonesha/rtr] ĩ SociĂ©tĂ© - L'Association Burundaise des Radiodiffuseurs (ABR) a adressĂ© ce jeudi un

message de condoléance à la France via son ambassadeur accrédité à Bujumbura suite à la fusillade des journalistes du journal Charlie Hebdo survenue ce mercredi. Selon le président de cette association, ceux qui ont commis ce forfait sont des hommes sans aucun sens du respect de la vie d'autrui et de la profession de journalisme. Vincent Nkeshimana condamne ainsi énergiquement cet acte et lance un message de condoléance à l'égard de la France, des familles éprouvées et du monde journalistique et plus particulièrement du journal Charlie Hebdo. Il trouve que les tueurs n'avaient pour objectif que faire disparaître cette équipe et estime qu'il s'agit d'un acte des terroristes partout où ils se trouvent. Ajoutons que les médias burundais ont observé trois minutes de silence ce jeudi matin en signe de solidarité aux médias français. [rtnb/bonesha/rtr/rpa/isanganiro] Économie - L'Association Burundaise des Consommateurs (ABUCO) s'insurge contre la mesure de hausse de la taxe sur l'utilisation du téléphone portable en raison de 42Fbu par minute. Selon le président de cette association de la société civile, il s'agit d'une mesure qui n'est pas pensée, mais qui a été instaurée dans l'unique but de vouloir récolter de l'argent dans le cadre de la loi de 2015. Pierre Nduwayo trouve que l'économie des familles n'est pas du tout au bon fixe et que ce n'était pas le moment opportun de penser à une telle hausse tant même qu'il n'est pas un objet de la loi. Il voit une telle mesure devra sans doute avoir une incidence négative sur les recettes publiques contrairement aux aspirations du gouvernement. Il demande ainsi à la population de diminuer l'utilisation de cet objet afin de montrer au gouvernement que ce n'est pas réellement ce qui est passé. [bonesha/rtr]